



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



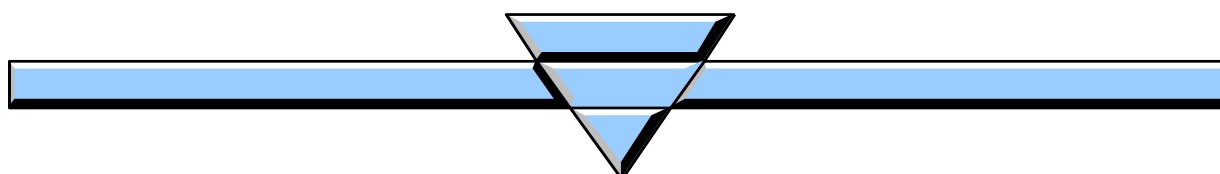
MARCHES PUBLICS DE MAITRISE D'OEUVRE

**DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES
LILLE**

DEPARTEMENT DES AFFAIRES IMMOBILIERES

123, rue nationale – BP 765 – 59034 LILLE

Tél. 03.20.63.66.66



**MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR LA MISE EN
ACCESSIBILITÉ DU CENTRE PÉNITENTIAIRE DE
MAUBEUGE AUX PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
(C.C.A.P)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES	5
1.1. IDENTIFICATION DES ACTEURS	5
1.1.1. Définition des parties au marché	5
1.1.2. Conducteur de la prestation (Maîtrise d'ouvrage)	5
1.1.3. Utilisateurs et gestionnaires	5
1.1.4. Conduite des prestations (Titulaire)	5
1.1.5. Contrôle technique	6
1.1.6. Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé	6
1.2. CONTENU DES PRESTATIONS	7
1.3. COMPETENCES ESSENTIELLES	7
1.4. DUREE DU MARCHÉ	7
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	7
ARTICLE 3. DELAIS D'EXECUTION DU MARCHÉ	8
3.1. ENGAGEMENT SUR LES DELAIS D'EXECUTION	8
3.2. PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION	9
ARTICLE 4. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
4.1. BASE DOCUMENTAIRE	9
4.2. MISE A DISPOSITION DES PERSONNES	9
4.2.1. Défaillance d'une personne nommément désignée	9
4.2.2. Indisponibilité d'une personne nommément désignée	10
4.3. PRESENTATION ET TRANSMISSION DES DOCUMENTS	10
ARTICLE 5. VERIFICATIONS ET ADMISSION	11
5.1. DELAIS D'APPROBATION DES DOCUMENTS DEFINITIFS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE	11
5.2. OPERATIONS DE VERIFICATION	11
5.3. DECISION	11
5.3.1. Admission en l'état ou avec observations	11
5.3.2. Ajournement	12
5.3.3. Réfaction	12
5.3.4. Rejet	12
ARTICLE 6. PRIX DU MARCHÉ	12
6.1. CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	12
6.2. REMUNERATION DU MAITRE D'ŒUVRE	12
6.2.1. Rémunération forfaitaire	12
6.2.2. Modification de la rémunération	13
6.3. VARIATIONS DANS LES PRIX	13
Calcul du nouveau prix révisé :	13
ARTICLE 7. MODIFICATION EN COURS D'EXECUTION DU MARCHÉ	14
7.1 MODIFICATIONS DE FAIBLE MONTANT INITIEES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE	14
7.2 MODIFICATIONS QUI S'IMPOSENT AU MAITRE D'OUVRAGE	14
7.3 MODIFICATIONS PREVUES DANS LE CADRE DE CLAUSES DE REEXAMEN	15
7.4 SUIVI ET CLASSIFICATION DES MODIFICATIONS APPORTEES AUX MARCHES DE TRAVAUX	15
7.4.1 Modifications de catégories A et B	15
7.4.2 Modifications de catégorie C	16
7.5 MODIFICATIONS AFFECTANT LES CONTRACTANTS	16
7.6 DEFAILLANCE AU SEIN DU GROUPEMENT	16
7.6.1. Défaillance d'un des membres du groupement	16
7.6.2. Défaillance du mandataire en tant que coordonnateur	17
7.6.3. Défaillance du mandataire dans l'exécution des prestations	17

ARTICLE 8. ÉVOLUTION DU COUT DES TRAVAUX EN PHASE « ÉTUDES »	17
8.1. LEXIQUE.....	17
8.2. CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT	18
ARTICLE 9. ENGAGEMENT DU MAITRE D'ŒUVRE EN PHASE « ÉTUDES ».....	18
9.1. 1ER SEUIL DE TOLERANCE	18
9.2. COUT PREVISIONNEL DEFINITIF DES TRAVAUX C (AVP)	18
9.3. 2EME SEUIL DE TOLERANCE	18
9.4. COUT DE REFERENCE DES TRAVAUX C (REF)	18
ARTICLE 10. ÉVOLUTION DU COUT DES TRAVAUX EN PHASE « TRAVAUX »	19
10.1. LEXIQUE.....	19
10.2. CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT	19
ARTICLE 11. ENGAGEMENT DU MAITRE D'ŒUVRE EN PHASE « TRAVAUX ».....	19
11.1 3EME SEUIL DE TOLERANCE.....	19
11.2 COUT DEFINITIF DES TRAVAUX C(DGD-PC)	20
11.3. PENALITES POUR DEPASSEMENT DU SEUIL DE TOLERANCE.....	20
11.4. MESURES CONSERVATOIRES	20
ARTICLE 12. AVANCE.....	20
12.1. CONDITIONS DE VERSEMENT ET DE REMBOURSEMENT	20
12.2. GARANTIES FINANCIERES DE L'AVANCE	20
ARTICLE 13. RETENUE DE GARANTIE	20
ARTICLE 14. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	21
14.1. ACOMPTES ET PAIEMENT PARTIELS DEFINITIFS.....	21
14.2. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	21
14.3. DELAI DE PAIEMENT, INTERETS MORATOIRES	23
14.4. ÉCHEANCIER DES ACOMPTES.....	23
<i>PT4 Visa des études d'exécution et synthèse des études d'exécution (VISA / SYN).....</i>	<i>24</i>
14.5. ACCEPTATION ET PAIEMENT DU SOLDE.....	24
ARTICLE 15. PENALITES	24
15.1. RETARD DANS LA REMISE DE PRESTATIONS	25
15.2. INDISPONIBILITE	25
15.3. ABSENCE AUX REUNIONS	25
15.4. MODALITES DE PAIEMENT	25
15.5. TRAVAIL DISSIMULE	25
15.6. VERIFICATIONS ET ETABLISSEMENTS DES PROJETS DE DECOMPTE	26
15.7. NON-RESPECT DE LA CLAUSE RELATIVE AUX DOCUMENTS ET LIVRABLES RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT	26
ARTICLE 16. PROTECTION DES DROITS.....	26
16.1. CONNAISSANCES ANTERIEURES	26
16.2. DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	26
16.2.1 <i>Droits du pouvoir adjudicateur</i>	26
16.2.2 <i>Dispositions communes</i>	27
16.2.3 <i>Garanties</i>	28
16.2.4 <i>Droits du titulaire du marché</i>	29
16.3. CONFIDENTIALITE.....	29
ARTICLE 17. ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	29
ARTICLE 18. REGLEMENT DES DIFFERENDS	29
18.1. FORMALISME DES RECLAMATIONS.....	30

18.2 REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS	30
ARTICLE 19. RESILIATION DU MARCHE	30
ARTICLE 20. ASSURANCES	30
ARTICLE 21. DROIT ET LANGUE	31
ARTICLE 22. DESIGNATION DE SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHE	31
ARTICLE 23. CLAUSE PENITENTIAIRE.....	31
ARTICLE 24. OBLIGATIONS SOCIALES.....	32
ARTICLE 25. DOCUMENTS ET LIVRABLES RESPECTUEUX	32
ARTICLE 26. DEROGATIONS AU CCAG MAITRISE D'ŒUVRE.....	33

Article 1. Objet du marché – Dispositions générales

La Direction interrégionale des services pénitentiaires (DISP) Grand Nord – Lille souhaite confier à une équipe de maîtrise d'œuvre compétente la conception ainsi que la direction de l'exécution des travaux relatifs à l'opération de mise en conformité du centre pénitentiaire de Maubeuge en matière d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite.

L'intervention se déroulera en site pénitentiaire occupé et en activité. Le Titulaire devra prendre en compte l'ensemble des contraintes d'intervention et de calendrier.

1.1. Identification des acteurs

1.1.1. Définition des parties au marché

Les parties au marché sont :

- D'une part, le pouvoir adjudicateur, désigné indifféremment par les termes :
 - L'acheteur ;
 - Le pouvoir adjudicateur ;
 - Le maître d'ouvrage ;
 - La DISP.
- D'autre part, le titulaire du marché, mentionné dans l'Acte d'engagement (AE), désigné indifféremment dans les pièces du marché par les termes :
 - Le Titulaire ;
 - Le Prestataire ;
 - Le Maître d'œuvre ou le groupement de maîtrise d'œuvre.

1.1.2. Conducteur de la prestation (Maîtrise d'ouvrage)

Seules les personnes suivantes sont habilitées à engager la personne publique pour la conduite opérationnelle et le contrôle des prestations objet de ce marché :

- M. le Directeur interrégional ;
- M. le Directeur du DAI ;

Le Titulaire lui remettra les pièces concrétisant l'avancement des prestations ainsi que tous les documents permettant le règlement des acomptes et du solde du marché.

1.1.3. Utilisateurs et gestionnaires

Les intervenants suivants ne constituent pas la Maîtrise d'ouvrage ; toutefois, la prise en compte de leurs besoins est essentielle pour la réussite de l'opération :

- Au sein de la DISP :
 - L'Unité Étude et Gestion du Patrimoine (UEGP) du DAI ;
 - L'Unité d'Appui aux Affaires Immobilières (UAAI) du DAI ;
 - Le Département Sécurité et Détention (DSD) ;
 - Le Département des Services Informatiques (DSI) ;
 - Le Département des Politiques d'Insertion, de Probation et de Prévention de la Récidive (DPIPPR) ;
 - Le Département Budget et Finances (DBF) ;
- Le directeur du centre pénitentiaire de Maubeuge.

1.1.4. Conduite des prestations (Titulaire)

Le conducteur des prestations pour le compte du Titulaire est la personne nommément désignée à l'article 7 de l'Acte d'engagement comme le « Conducteur des prestations ». Le conducteur des prestations pour le compte du Titulaire :

- Est en mesure d'engager la société ou le groupement titulaire du marché.

- Réalise l'intégralité des prestations décrites dans les faits réaliser, sous sa responsabilité.

Il est suppléé par une personne de même profil ou de profil complémentaire, nommément désignée à ce même article. Il fait intervenir les personnes citées dans ledit article de l'Acte d'engagement, sans préjudice de l'intervention d'autres personnes. Les CV de ces personnes sont portés à la connaissance de la Maîtrise d'ouvrage dès l'offre et sont pièces du marché.

Cet interlocuteur sera garant de la bonne coordination entre la Maîtrise d'ouvrage et ses assistants, les utilisateurs et gestionnaires, les tiers intéressés et les intervenants du Titulaire. Il devra participer aux réunions stratégiques et, ou techniques et devra se montrer disponible lors de l'accomplissement de ses missions.

Dans l'exécution de ce marché de prestations intellectuelles, la personne publique entend bénéficier des compétences soumises au stade de l'offre. Ainsi, la personne publique sera extrêmement vigilante au respect des intervenants susmentionnés. Elle pourra par ailleurs révoquer un intervenant non connu si le titulaire n'a pas prévenu en cas de changement.

1.1.5. Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique, dans les conditions prévues par les dispositions du code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L111-23 à L111-26.

Les interventions confiées au contrôleur technique concernent des missions ou éléments de missions sont définis dans le CCTG applicable aux marchés publics de contrôle technique et ses annexes approuvés.

Le contrôleur technique, intervient pendant la conception et l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

1.1.6. Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Le titulaire est informé que la conception et le chantier de l'opération sont soumis aux dispositions du Code du travail et, à ce titre, le maître d'ouvrage désignera un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé de niveau 2, pour la phase « conception » et pour la phase « réalisation ».

Principes généraux :

Le titulaire met en œuvre les principes généraux de prévention définis au 1), 2), 3), 5), 6) et 8) de l'article L.4121-2 du code du travail.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur SPS ».

Autorité du coordonnateur SPS :

Le coordonnateur SPS est tenu d'informer le maître d'ouvrage et le titulaire, sans délai et par tous les moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut à ce titre arrêter tout ou partie du chantier.

Les moyens à donner et les obligations du titulaire envers le coordonnateur SPS :

- Le Titulaire facilite la mission du coordonnateur SPS. Il tient compte, à ses frais et dans les délais impartis, de tous les avis du coordonnateur SPS ;
- Le Titulaire arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS ;
- Le Titulaire communique la copie des documents relatifs aux études d'avant-projet, projet, et le calendrier détaillé d'exécution ;

- Le Titulaire informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission. Il donne suite aux avis, observations, mesures préconisées par le coordonnateur SPS sur la sécurité, la protection de la santé des travailleurs ;
- En cours de chantier, le Titulaire vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination ;
- Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage ;

1.2. Contenu des prestations

Les missions du maître d'œuvre, conformément aux articles R2431-19 à R2431-23 du Code de la commande publique concernant les opérations de réhabilitation de bâtiment, sont les suivantes :

- Partie technique n°0 : études de diagnostic (DIA)
- Partie technique n°1 : études d'avant-projet (APS+APD) ;
- Partie technique n°2 : études de projet (PRO) / Dossier de consultation des entreprises (DCE pièces techniques et administratives) ;
- Partie technique n°3 : assistance au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux (AMT) ;
- Partie technique n°4 : Visa des études d'exécution et synthèse des études d'exécution (VISA / SYN) ;
- Partie technique n°5 : direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)
- Partie technique n°6 : assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception (AOR) et pendant la période de garantie de parfait achèvement (GPA).

Missions complémentaires :

- MC1 : Ordonnancement, Pilotage, Coordination (OPC)
- MC2 : Désamiantage

Les éléments de mission identifiés sont découpés en parties techniques au sens de l'article 17 du CCAP.

Les parties techniques sont décrites dans le CCTP et reprises dans la décomposition des prix globaux et forfaitaires. Elles sont le cas échéant décomposées en sous-parties techniques décrites également au CCTP.

1.3. Compétences essentielles

Le Titulaire dispose des compétences dans les domaines suivants :

- Conception architecturale,
- Accessibilité des PMR,
- Économie de la construction,
- Ingénierie d'ouvrages de bâtiment courants, structure,
- Maîtrise d'œuvre de désamiantage,
- Synthèse des études d'exécution,
- OPC

1.4. Durée du marché

La durée du marché court à compter de l'OS de démarrage jusqu'à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des travaux concernés par l'opération.

Article 2. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG MOE, les pièces contractuelles du marché, dans leurs versions définitives, sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

Pièces particulières

- Acte d'engagement (AE) du marché et son annexe ;
- Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Les Dispositions Communes aux Établissements Pénitentiaires ;
- Le Cahier des clauses de Sûreté (CCS)
- Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- L'offre technique du Titulaire ;
- Le cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ainsi que son bordereau de prix unitaire ;

Pièces générales

Ces pièces s'appliquent aux pièces particulières énoncées ci-dessus, en dehors de toutes exceptions ou dérogations :

- CCAG Maîtrise d'œuvre (MOE) applicable aux marchés publics de maîtrise d'œuvre approuvé par l'arrêté du 1^{er} avril 2021,
- Tous autres textes législatifs ou réglementaires ayant une relation directe ou indirecte avec les études à réaliser (sans hiérarchisation et sans caractère exhaustif) :
 - CCAG Travaux approuvé par l'arrêté du 1^{er} avril 2021 ;
 - Arrêté du 7 octobre 2021 relatif à la composition du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux de génie civil
 - Les normes et DTU applicables (dernière liste parue au CSTB à date de signature de l'acte d'engagement par le Titulaire) ;
 - La norme NF P 94-500 relative aux missions d'ingénierie géotechnique ;
 - Les documents issus du programme PACTE (ex-RAGE) ;
 - La norme NF P 03-100 relative aux missions de contrôle technique et le CCTG-contrôle technique ;
 - Les textes relatifs à l'exercice de la mission SPS, et ceux applicables aux travaux se déroulant en présence d'un Plan de prévention ;
 - Les textes relatifs à la protection des travailleurs contre les risques liés aux matières présentant un risque pour la santé ;
 - Les textes relatifs aux travaux en milieux à risques, notamment les textes relatifs aux travaux à proximité de réseaux enterrés ;
 - Les textes relatifs aux travaux de mise en accessibilité des établissements recevant du public ;
 - Les différents codes applicables (Code civil, Code de la commande publique, Code de la construction et de l'habitation, Code de l'urbanisme, Code de l'environnement, Code du travail, etc.) ;
 - Arrêté du 18 juillet 2006 portant approbation des règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements pénitentiaires et fixant les modalités de leur contrôle ;
 - **Arrêté du 29 décembre 2016 relatif à l'accessibilité des établissements pénitentiaires existants aux personnes handicapées**
 - Le Cahier des Clauses Techniques VDI, Edition 2021, applicable lors d'interventions en établissements pénitentiaires.

Ces documents, dont la liste n'est pas limitative, sont réputés connus du Titulaire qui ne pourra se prévaloir de leur méconnaissance pour s'exonérer de ses engagements.

Article 3. Délais d'exécution du marché

3.1. Engagement sur les délais d'exécution

Les délais d'exécution sur lesquels le titulaire s'engage résultent de l'acte d'engagement et sont impératifs. Ces délais sont réputés contractuels, fermes et non révisables, sauf décision expresse du maître d'ouvrage prise par écrit.

Par dérogation à l'article 3.8.2 alinéa 2 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre est tenu de se conformer à tout ordre de service notifié par le maître d'ouvrage, que celui-ci ait ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Par dérogation à l'article 25.2.1 du CCAG-MOE, la suspension de tout ou partie des travaux ou des prestations n'est pas prononcée par le maître d'ouvrage. Dans un délai de deux mois, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché du fait de la suspension et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par cette suspension.

3.2 Prolongation des délais d'exécution

Par dérogation à l'article 15.3 du CCAG-MOE, lorsque le maître d'œuvre est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du maître d'ouvrage, du fait d'un événement ayant le caractère d'imprévision, ou lorsqu'une toute autre cause n'engageant pas la responsabilité du maître d'œuvre fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, le maître d'ouvrage **peut** prolonger le délai d'exécution. Le cas échéant, le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier des dispositions du premier alinéa, le maître d'œuvre doit signaler au maître d'ouvrage l'événement ou les causes, qui, selon lui, échappant à sa responsabilité, font obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de **10 jours** à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues, par dérogation à l'article 15.3.2 du CCAG-MOE.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée, dès que le retard peut être déterminé avec précision, en exposant les incidences éventuelles sur sa rémunération.

Le maître d'ouvrage notifie par écrit au maître d'œuvre sa décision dans le délai de 20 jours à compter de la réception de la demande. Passé ce délai, le maître d'ouvrage est réputé, par son silence, avoir refusé la demande qui lui a été adressée, par dérogation à l'article 15.3.3 du CCAG-MOE.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

Article 4. Conditions d'exécution des prestations

4.1. Base documentaire

Le pouvoir adjudicateur mettra à la disposition du titulaire les documents en sa possession nécessaires à la réalisation des prestations. Il facilitera en tant que de besoin l'obtention auprès des autres organismes compétents des informations et renseignements dont le Titulaire pourra avoir besoin.

4.2. Mise à disposition des personnes

4.2.1. Défaillance d'une personne nommément désignée

Le Titulaire s'engage à mettre à la disposition du maître d'ouvrage les personnes nommément désignées dans l'acte d'engagement.

Le Titulaire s'engage à informer le maître d'ouvrage dès qu'il a connaissance d'un empêchement d'une personne nommément désignée. Dès lors et par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG MOE :

- Il présente **un curriculum vitae détaillé**, ainsi que **toutes pièces justificatives** attestant des compétences requises (diplômes, attestations, références de missions similaires) jusqu'à agrément par le représentant du maître d'ouvrage pour l'exécution du marché.
- Il organise les entretiens sollicités par celui-ci.
- Il assure à sa charge une période de recouvrement, entre la ressource initiale et son suppléant, d'au moins 1 mois.

En cas de difficulté dans l'exécution de la prestation, la personne publique se réserve la possibilité de demander le remplacement d'un intervenant. Au préalable, la personne publique informera le Titulaire de la difficulté qu'elle rencontre dans l'exécution de la prestation. Le Titulaire a **10 jours** pour présenter un remplaçant sous peine d'application des pénalités définies dans le CCAP.

Celui-ci est considéré comme accepté si le maître d'ouvrage ne le récusé pas dans un délai de 15 jours. À défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par la personne publique, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-MOE.

4.2.2. Indisponibilité d'une personne nommément désignée

En cas d'indisponibilité de ces personnes pendant une période continue supérieure à quinze jours calendaires, le pouvoir adjudicateur se reverse le droit, en plus d'appliquer les pénalités prévues au présent CCAP :

- Soit de résilier le marché sans indemnité,
- Soit d'accepter leur remplacement par une autre personne proposée par le titulaire, sous réserve que celle-ci justifie d'une **compétence équivalente** et d'une **expérience pertinente** au regard des prestations à exécuter. Le titulaire transmettra, à l'appui de sa proposition, **un curriculum vitae détaillé**, ainsi que **toutes pièces justificatives** attestant des compétences requises (diplômes, attestations, références de missions similaires, par courrier ou par voie dématérialisée).

Un délai de prévenance convenable ne pouvant être inférieur à 7 jours calendaires devra être respecté.

4.3. Présentation et transmission des documents

Dans les cas où la remise d'un élément de mission ne s'opère pas en une seule fois, chaque sous-ensemble doit être clairement identifié dans son bordereau d'accompagnement. En outre, chaque bordereau comportera :

- Soit la mention « documents provisoires »,
- Soit la mention « documents définitifs ».

Les documents sont transmis :

- D'une part en format électronique, aux formats PDF sélectionnable, et Word, Excel, PowerPoint ou autres formats ouverts.
- D'autre part au format papier, dans le nombre d'exemplaires nécessaires pour assurer la bonne tenue des réunions de présentation.

Certaines prestations peuvent faire l'objet d'une remise matérialisée (dossier papier), dans les quantités définies ci-après :

	Nombre d'exemplaires
Études d'avant-projet sommaire	3
Études d'avant-projet définitif	3
Dossier de demande d'autorisation administrative (pour deux commissions)	3
Études de projet	2
Dossier de consultation des entreprises	2

Étude de synthèse et Visa des études d'exécution	2
Dossier des ouvrages exécutés	3

Il transmettra ses documents numériques, lorsque leur confidentialité et leur taille le justifiera, au moyen d'une plateforme électronique sécurisée.

Article 5. Vérifications et admission

5.1. Délais d'approbation des documents définitifs par le maître d'ouvrage

En application de l'article 20.2 du CCAG-MOE, la décision du maître d'ouvrage d'approuver, avec ou sans observations, ou d'ajourner ou de rejeter les documents d'études définitifs intervient avant l'expiration d'un délai de deux mois.

Ce délai court à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise des études définitives par le maître d'œuvre, en application de l'article 20.3.1 du CCAG-MOE. Les vérifications ne sont pas effectuées dans les établissements du maître d'œuvre.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans le délai indiqué ci-dessus, la prestation est considérée comme rejetée, par dérogation au deuxième alinéa de l'article 21 du CCAG-MOE.

Chaque délai d'examen par la Maîtrise d'ouvrage n'est pas un point d'arrêt dans la mission. Le titulaire est censé poursuivre son travail, en particulier lorsqu'il se trouve à l'articulation de deux étapes d'une même partie technique.

5.2. Opérations de vérification

Dès que les documents définitifs objet du présent marché lui sont transmis, le pouvoir adjudicateur en examinera la forme, le contenu et la qualité au regard des exigences et stipulations du présent marché.

Afin de tenir les délais sur lesquels il s'engage, le Titulaire pourra échanger sur la mise au point de « documents provisoires » préalablement à la diffusion du dossier devant recevoir l'avis de la Maîtrise d'ouvrage, ce afin d'en faciliter l'examen et de maximiser les chances d'obtenir un avis favorable. Toutefois, la ou les navettes relatives aux documents provisoires doivent se faire à l'intérieur des délais contractuels relatifs à l'élément concerné. L'examen de documents provisoires se fait en temps masqué, et ne constitue pas de temps d'arrêt de la production ; il n'est pas décompté dans le délai d'examen de la Maîtrise d'ouvrage lors de l'exécution des différentes parties techniques.

Le Titulaire ne pourra arguer d'un défaut de réponse de la Maîtrise d'ouvrage sur un document provisoire pour justifier de la remise tardive du document définitif.

5.3. Décision

A la suite des vérifications, les décisions d'admission, d'ajournement ou de rejet seront prises par le pouvoir adjudicateur, dans les conditions prévues à l'article 21 du CCAG-MOE et en complément :

5.3.1. Admission en l'état ou avec observations

Dans le cas d'une décision d'admission avec observations, à défaut de délais indiqués dans la notification du Maître d'ouvrage, le Titulaire dispose de 2 semaines pour présenter un dossier de réponses et un dossier modifié au choix du Maître d'ouvrage sans pour autant pouvoir prétendre à une augmentation du délai d'exécution de chaque phase et du délai global d'exécution de ses prestations définies à l'acte d'engagement.

La production du dossier de réponses n'entraîne pas de rémunération complémentaire. Cette prestation est réputée incluse dans le prix du marché.

Les observations devront être intégrées dans un dossier de version finale corrigée.

5.3.2. Ajournement

Si la maître d'œuvre présente à nouveau les prestations mises au point, il ne peut prétendre à une augmentation du délai d'exécution de chaque phase et du délai global d'exécution. La production du dossier mis au point n'entraîne pas de rémunération complémentaire. Cette prestation est réputée incluse dans le prix du marché.

5.3.3. Réfaction

Le montant de la réduction de prix est calculé en référence au cadre de décomposition des prix globaux et forfaitaires.

5.3.4. Rejet

Par dérogation à l'article 21.4.1 du CCAG-MOE, la décision motivée de rejet des prestations peut être prononcée directement par le maître d'ouvrage.

Si le maître d'œuvre formule des observations, le maître d'ouvrage dispose ensuite de trente jours pour confirmer sa décision de rejet motivée notifiée au maître d'œuvre ou pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, le maître d'ouvrage est réputé avoir **refusé** les observations du maître d'œuvre.

Dans le cas où la prestation ne serait pas acceptée du fait d'une faute ou négligence du Titulaire (non-respect du programme ou/et absence de conformité réglementaire, ...), le marché pourra être résilié dans les conditions prévues au présent Contrat.

Article 6. Prix du marché

6.1. Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par un prix global et forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement du marché.

Ce prix global et forfaitaire est calculé en respectant les prix unitaires du bordereau des prix unitaires du marché.

Le maître d'œuvre ne peut percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de l'opération.

Les montants servant de base au calcul des évolutions de la rémunération du maître d'œuvre ainsi qu'au contrôle des engagements sont exprimés en euros hors taxes.

6.2. Rémunération du maître d'œuvre

6.2.1 Rémunération forfaitaire

La rémunération du maître d'œuvre fixée dans l'acte d'engagement est forfaitaire, conformément aux dispositions de l'article R. 2432-6 du Code de la commande publique.

Cette rémunération forfaitaire du maître d'œuvre est donc décomposée par éléments de mission et tient compte des éléments suivants :

- L'étendue de la mission, appréciée notamment au regard du nombre et du volume des prestations demandées, de l'ampleur des moyens à mettre en œuvre, de l'éventuel allotissement des marchés publics de travaux, des délais impartis et, lorsqu'ils sont souscrits, des engagements pris par le maître d'œuvre de respecter le coût prévisionnel des travaux ;
- Le degré de complexité de cette mission, apprécié notamment au regard du type et de la technicité de l'ouvrage, de son insertion dans l'environnement, des exigences et contraintes du programme
- Le coût prévisionnel des travaux, basé soit sur l'estimation prévisionnelle provisoire des travaux établie par le maître d'œuvre lors des études d'avant-projet sommaire, soit sur l'estimation prévisionnelle définitive des travaux établie lors des études d'avant-projet définitif.

La rémunération forfaitaire couvre l'ensemble des charges de la maîtrise d'œuvre, ainsi que les bénéfices qu'il en escompte.

L'équipe de maîtrise d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération pour la réalisation d'études ou de plans de la part des entreprises, hormis les éventuelles missions complémentaires confiées par le maître d'ouvrage.

6.2.2 Modification de la rémunération

Le titulaire du contrat de maîtrise d'œuvre étant rémunéré par un prix forfaitaire, seules une modification du programme ou une modification de prestations décidées par le maître de l'ouvrage peuvent donner lieu à une adaptation et, le cas échéant, à une augmentation de sa rémunération.

En outre, le maître d'œuvre qui effectue des missions ou prestations non prévues au marché de maîtrise d'œuvre et qui n'ont pas été décidées par le maître de l'ouvrage n'a droit à être rémunéré de ces missions ou prestations que lorsque, soit elles ont été indispensables à la réalisation de l'ouvrage selon les règles de l'art, soit le maître d'œuvre a été confronté dans l'exécution du marché à des sujétions imprévues présentant un caractère exceptionnel et imprévisible, dont la cause est extérieure aux parties et qui ont pour effet de bouleverser l'économie du contrat.

En cas de modification de programme ou de prestations décidées par le maître d'ouvrage, le contrat de maîtrise d'œuvre fait l'objet d'un avenant qui arrête le programme modifié et le coût prévisionnel des travaux concernés par cette modification, et adapte en conséquence la rémunération du maître d'œuvre et les modalités de son engagement sur son coût prévisionnel.

Dans l'hypothèse où une modification de programme ou de prestations a été décidée par le maître de l'ouvrage, le droit du maître d'œuvre à l'augmentation de sa rémunération est uniquement subordonné à l'existence de prestations supplémentaires de maîtrise d'œuvre utiles à l'exécution des modifications décidées par le maître de l'ouvrage. En revanche, ce droit n'est subordonné ni à l'intervention de l'avenant qui doit normalement être signé en application des dispositions de l'article L2432-2 du Code de la commande publique, ni même, à défaut d'avenant, à celle d'une décision par laquelle le maître d'ouvrage donnerait son accord sur un nouveau montant de rémunération du maître d'œuvre.

6.3. Variations dans les prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois figurant sur la page de garde de l'Acte d'engagement du marché ; ce mois est appelé « mois zéro »

Les prix du marché sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

Calcul du coefficient :

$$C = 0,15 + 0,85 \times \text{Im}/\text{Io}$$

Calcul du nouveau prix révisé :

$$P(n) = P(o) \times C$$

où

- C est la coefficient
- **P(n)** est le prix révisé ;
- **P(o)** est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro.
- Io : valeur de l'index ING (INSEE) au mois zéro.
- Im : valeur de l'index ING (INSEE) du mois de réalisation des prestations.

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de l'index correspondant.

Article 7. Modification en cours d'exécution du marché

Si une modification de marché s'avérait nécessaire, lors de l'exécution d'un marché, sa mise au point se fera en prenant pour base les prix issus de la décomposition objet de l'annexe financière ou les prix de journée par catégorie de personnel issus des prix d'unités indiqués au bordereau des prix unitaires.

En cas de prix nouveaux, ceux-ci seraient fixés par Ordre de service et, ou modification de marché.

Par dérogation à l'article 14.2 alinéa 2 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre est réputé avoir accepté les prix provisoires si, dans le délai de dix jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation à l'acheteur en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose.

Par dérogation à l'article 14.2 alinéa 4 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre est tenu de se conformer à un ordre de service lorsque celui-ci prescrit des prestations supplémentaires ou modificatives dans la mesure où le montant cumulé des ordres de service qui n'ont pas donné lieu à la signature d'un avenant est inférieur à 10 % du montant hors taxes du marché.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre est tenu de se conformer à un ordre de service lorsque celui-ci n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière.

7.1 Modifications de faible montant initiées par le maître d'ouvrage

Conformément aux articles L2432-2 et l'article R. 2194-8 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre peuvent conclure un avenant notamment dans les cas suivants :

- En cas de modifications de programme décidées par le maître d'ouvrage après la fixation de la rémunération définitive du maître d'œuvre rendant nécessaire la reprise des études ou l'adaptation de sa mission en cours d'exécution des travaux ;
- Si le maître d'ouvrage décide de confier de nouvelles missions supplémentaires au maître d'œuvre.

Selon les cas, la rémunération est :

- Revue en proportion de l'évolution du coût prévisionnel (phase études) ou constaté (phase chantier) des travaux, induite par les modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage ;
- Mise au point sur la base de l'évaluation par le maître d'œuvre des temps de travail prévisionnels nécessaires à la réalisation des nouvelles prestations, sur la base des couts journaliers définis au bordereau des prix unitaires ;
- Adaptée en combinant ces deux modalités.

7.2 Modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage

Conformément aux articles R. 2194-2 et R. 2194-5 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre concluent un avenant pour tenir compte des modifications issues du marché notamment :

- Des aléas et sujétions techniques imprévues ;
- Des modifications de phasage ou des délais de réalisation des études ou des travaux, non imputables à la maîtrise d'œuvre ;
- Des circonstances extérieures aux parties rendant nécessaire la réalisation de services supplémentaires par le maître d'œuvre ;
- De la résiliation d'un marché de travaux, pour tenir compte des prestations de maîtrise d'œuvre nécessaires au remplacement de l'entreprise ainsi que des effets induits de ce remplacement.

Le montant de la rémunération est revu selon l'une des modalités définies à l'article 7.1 du CCAP.

Les conséquences de ces modifications sur le montant du marché sont limitées à 50 % du montant initial, conformément à l'article R. 2194-3 du code de la commande publique.

Si plusieurs modifications successives sont nécessaires, cette limite s'applique au montant de chaque modification.

7.3 Modifications prévues dans le cadre de clauses de réexamen

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, la rémunération du maître d'œuvre peut faire l'objet de clauses de réexamen permettant, quel que soit le montant des modifications :

- D'identifier des missions spécifiques ayant un lien direct avec l'opération portant sur la réalisation de diagnostics ou de reconnaissances spécialisées dans les conditions définies à l'article 1.3 du CCAP ;
- D'adapter les études du maître d'œuvre en présence de variantes retenues par le maître d'ouvrage lors de la passation et de l'attribution des marchés de travaux :
 - Lorsque le maître d'ouvrage a pris la décision d'ouvrir aux variantes lors de la passation des marchés de travaux puis de les retenir lors de la signature, la rémunération du maître d'œuvre est réexaminée si les études de conception doivent impérativement être reprises ou qu'une nouvelle autorisation d'urbanisme est nécessaire ;
 - En présence de telles variantes, le maître d'œuvre indique dans un document annexé au rapport d'analyse des offres les conséquences de leur prise en compte sur sa mission et les incidences éventuelles sur sa rémunération, exprimée en journées de travail supplémentaires selon les montants journaliers identifiés dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

7.4 Suivi et classification des modifications apportées aux marchés de travaux

Lorsque les marchés de travaux sont modifiés, le maître d'œuvre renseigne un document de suivi qui inventorie les modifications apportées en moins-value et plus-value, leurs montants et incidences éventuelles sur le délai de réalisation des travaux. Il propose au maître d'ouvrage leur classification dans l'une des 3 catégories suivantes :

- Catégorie A : modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage du fait d'éléments nouveaux et non prévisibles à la signature des marchés de travaux ;
- Catégorie B : modifications initiées par le maître d'ouvrage et correspondant à une modification du programme ;
- Catégorie C : modifications initiées par le maître d'œuvre résultant d'erreurs et omissions qui lui sont imputables, y compris les éventuelles adaptations économiques acceptées par le maître d'ouvrage pour compenser ces erreurs ou omissions.

Les modifications de catégorie A et B peuvent donner lieu à une modification du marché de maîtrise d'œuvre dans les conditions définies aux articles 7.1 et 7.2 du CCAP.

La fiche modificative dont le modèle est imposé par le maître de l'ouvrage et approuvée par lui doit être préalable à tout accord donné par le maître d'œuvre aux entreprises. Dans le cas contraire la modification est considérée comme relevant de la catégorie C. Le maître d'œuvre devra supporter toute conséquence ultérieure dédits travaux.

7.4.1 Modifications de catégories A et B

Lorsqu'elles interviennent lors des études, ces modifications seront estimées par le concepteur aux conditions économiques du mois m0 du présent marché de maîtrise d'œuvre. Lorsqu'elles interviennent lors des travaux, ces modifications seront chiffrées par les entreprises et leur coût ramené aux conditions économiques en vigueur au mois m0 du présent marché.

L'incidence financière de ces modifications de catégories A et B sera prise en compte :

- dans l'estimation prévisionnelle provisoire des travaux lorsqu'elles interviennent lors des études,

- dans le coût des travaux résultant des marchés de travaux lorsqu'elles interviennent lors des travaux.

La modification de la rémunération forfaitaire sera demandée via une fiche modificative travaux et interviendra ultérieurement par modification du marché de Maîtrise d'Œuvre. Cette modification sera établie en fonction de la nature et du montant des travaux à réaliser et des éléments de mission en lien avec les travaux modificatifs.

7.4.2 Modifications de catégorie C

L'incidence financière des modifications de catégorie C ne pourra en aucun cas, y compris lorsque les travaux seront exécutés avec l'accord du maître d'ouvrage, donner droit pour le maître d'œuvre à une demande de modification de son forfait de rémunération.

7.5 modifications affectant les contractants

En application de l'article R. 2194-6 du Code de la commande publique, le marché pourra être modifié dans les circonstances suivantes :

- Le maître d'œuvre peut proposer au maître d'ouvrage la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (transmission, fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification ne remette en cause aucun élément essentiel du marché et que l'opérateur économique présenté dispose des mêmes garanties professionnelles et financières que le titulaire
- Si le titulaire est un groupement, le mandataire pourra proposer au maître d'ouvrage de modifier sa composition dans les circonstances suivantes :
 - cessation d'activité, défaillance économique, décès ou incapacité civile de l'un des cotraitants ;
 - défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles de l'un des cotraitants. La résolution des litiges entre membres du groupement relève du groupement. En cas de manquement aux obligations contractuelles de l'un des cotraitants affectant la réalisation du marché, il appartient au maître d'ouvrage de résilier partiellement le marché selon les modalités définies à l'article 7.6 du CCAP.

7.6 Défaillance au sein du groupement

Cet article déroge à l'article 3.5.4 du CCAG-MOE dans son intégralité.

7.6.1. Défaillance d'un des membres du groupement

Dans le cas d'un marché passé avec un groupement conjoint dont le mandataire est solidaire de chacun des membres, les stipulations particulières ci-après sont applicables :

Si l'un des membres du groupement ne se conforme pas aux stipulations du marché ou aux ordres de service, le maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé, par une décision étant adressée au mandataire.

La mise en demeure produit ses effets sans qu'il soit besoin d'une mention expresse à l'égard du mandataire. Si le membre du groupement défaillant n'a pas déféré à la mise en demeure dans le délai imparti, le mandataire est tenu de se substituer à lui dans le mois qui suit l'expiration de ce délai.

A défaut, la poursuite des prestations par un tiers peut être ordonnée, aux frais et risques du titulaire, ou la résiliation du marché peut être décidée. La décision de poursuite des prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par l'acheteur. Ces mesures peuvent s'appliquer au membre du groupement défaillant comme au mandataire.

7.6.2. Défaillance du mandataire en tant que coordonnateur

Si le mandataire ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent en tant que représentant et coordonnateur des autres membres du groupement, il est mis en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé, par une décision étant adressée au mandataire.

Si cette mise en demeure reste sans effet, l'acheteur invite les membres du groupement à désigner un autre mandataire parmi les autres membres du groupement, dans le délai de trente jours.

En l'absence de désignation dans ce délai, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante à réaliser d'ici la fin du marché à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

Le nouveau mandataire, une fois désigné, est substitué par avenant à l'ancien dans tous ses droits et obligations.

7.6.3. Défaillance du mandataire dans l'exécution des prestations

Lorsque le mandataire est défaillant, non seulement dans son rôle de mandataire, mais aussi dans l'exécution des prestations qui lui sont attribués dans l'acte d'engagement, les stipulations suivantes s'appliquent.

Si les autres membres du groupement l'acceptent expressément, un des membres du groupement peut être substitué au mandataire dans l'exécution des prestations qui lui sont attribuées dans l'acte d'engagement. Un nouveau mandataire est alors désigné selon les modalités fixées à l'article 7.6.2.

Faute de l'accord des autres membres du groupement, l'acheteur est tenu de passer un nouveau marché pour la réalisation de la part des prestations non exécutée par le mandataire. Dans ce cas :

- Si les autres membres du groupement en expriment le souhait, ils peuvent poursuivre leurs prestations dans le cadre d'un groupement réduit à eux seuls. Un nouveau mandataire est alors désigné selon les modalités fixées à l'article 7.6.2 ;

Le marché est alors modifié par avenant pour désigner la part des prestations exclues du marché, celles restant à fournir par chacun des membres du groupement ainsi réduit, et le nouveau mandataire de ce groupement ;

- Si les membres du groupement ne souhaitent pas poursuivre l'exécution des prestations, le maître d'ouvrage résilie la totalité du marché.

Article 8. Évolution du coût des travaux en phase « Études »

8.1. Lexique

Le coût des travaux peut évoluer lors de l'établissement des études et de la réalisation des travaux.

Afin de vérifier les engagements du maître d'œuvre, le coût des travaux est défini aux stades suivants :

- C(0) : Enveloppe financière affectée aux travaux à la notification du marché de maîtrise d'œuvre,
- C(AVP) : Coût prévisionnel définitif des travaux arrêtés au AVP,
- C(réf concurrence) : Coût de référence des travaux tel qu'il résulte de la consultation des entreprises pour les marchés de travaux,
- C(réf notifié) : Coût de référence des travaux fixé à la notification des marchés de travaux,
- C(dgd-pc) : Coût définitif des travaux dit « à programme constant » lors de l'établissement des Décomptes Généraux et Définitifs des marchés de travaux,
- Ti : Taux de tolérance proposé par le candidat où i de 1 à 3 sont définis à l'article 4.1 de l'acte d'engagement du marché,
- Si : Seuil de tolérance où i de 1 à 3 sont définis aux articles 9.1, 9.3 et 11.1 du présent CCAP.

8.2. Conditions économiques d'établissement

L'enveloppe financière affectée aux travaux C(0) est réputée établie sur la base des conditions économiques du « mois zéro » m0 fixé en page de garde de l'Acte d'Engagement du marché.

Pour la comparaison des évolutions du coût des travaux, celui-ci est ramené aux conditions économiques du mois zéro du marché.

Par ailleurs, la comparaison des évolutions du coût des travaux s'effectue à programme constant, c'est à dire en soustrayant du coût des travaux les coûts des modifications de programme des catégories A et B visées à l'article 7.4.1 du présent CCAP.

Article 9. Engagement du Maître d'œuvre en phase « Études »

9.1. 1er seuil de tolérance

Le 1er seuil de tolérance est égal à l'enveloppe financière affectée aux travaux C(0) majorée du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'Acte d'Engagement.

Il correspond à un engagement du maître d'œuvre sur cette enveloppe et sa comparaison avec le coût prévisionnel définitif des travaux du projet au stade AVP.

Soit
$$S1 = (T1 + 1) * C(0)$$

Si le coût prévisionnel des travaux proposés par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations relatives à cet élément est supérieur au 1er seuil de tolérance (S1), le maître de l'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

9.2. Coût prévisionnel définitif des travaux C (AVP)

Après réception de AVP par le maître de l'ouvrage, un avenant au marché de Maîtrise d'Œuvre fixe le montant du coût prévisionnel définitif des travaux C(AVP) que le maître d'œuvre s'engage à respecter.

Cet avenant fixe également la rémunération définitive du Titulaire.

9.3. 2ème seuil de tolérance

Le 2ème seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel définitif des travaux C(AVP) majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'Acte d'Engagement du marché correspondant.

Il correspond à un engagement du maître d'œuvre sur ce coût des travaux tel que fixé à l'issue de l'AVP et sa comparaison avec le résultat de la consultation des entreprises, désigné coût de référence des travaux à l'article ci-après.

Soit
$$S2 = (T2 + 1) * C(AVP)$$

L'avancement des études permet au maître d'œuvre de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel définitif des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre à ses frais ses études si le maître de l'ouvrage le lui demande.

9.4. Coût de référence des travaux C (réf)

Lorsque le maître de l'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation des entreprises C(réf concurrence).

Ce coût est le total des montants des offres considérées, tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître de l'ouvrage.

Si le coût est supérieur au seuil de tolérance ($C(\text{réf concurrence}) > S2$), le maître de l'ouvrage peut :

- soit poursuivre l'exécution de l'opération sans relancer de consultation des entreprises. Dans ce cas le maître d'œuvre ne percevra aucune rémunération complémentaire.
- soit décider de déclarer la consultation infructueuse.
- soit un mixte des 2 solutions en cas d'allotissement, certains lots étant attribués, d'autres lots faisant l'objet d'une nouvelle consultation des entreprises.

Dans le 2ème cas, le maître de l'ouvrage peut alors demander la reprise des études pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à des offres respectant le seuil de tolérance. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître de l'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 15 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offres ou engager une nouvelle négociation.

Le coût de référence des travaux C (réf notifié) est le coût qui résulte des marchés de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation de la totalité des travaux. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Un Ordre de Service fixe ce coût de référence des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter.

Article 10. Évolution du coût des travaux en phase « Travaux »

10.1. Lexique

Le coût des travaux peut évoluer lors de la réalisation des travaux.

Afin de vérifier le dernier engagement du maître d'œuvre, le coût des travaux est défini aux stades suivants :

- C(réf notifié) : Coût de référence des travaux fixé à la notification des marchés de travaux
- C(dgd-pc) : Coût définitif des travaux dit « à programme constant » lors de l'établissement des Décomptes Généraux et Définitifs des marchés de travaux

10.2. Conditions économiques d'établissement

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois « mois zéro » M(0) des marchés de travaux.

Pour la comparaison des évolutions du coût des travaux en phase DET et AOR, celui-ci est ramené aux conditions économiques du mois zéro des marchés de travaux.

Par ailleurs, la comparaison des évolutions du coût des travaux s'effectue à programme constant, c'est à dire en soustrayant des DGD les coûts des modifications de programme des catégories A et B visées dans le présent CCAP.

Article 11. Engagement du Maître d'œuvre en phase « Travaux »

11.1 3ème seuil de tolérance

Le 3ème seuil de tolérance est égal au C(réf notifié) des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'Acte d'Engagement du marché correspondant.

Soit

$$S3 = (T3 + 1) * C(\text{réf notifié})$$

11.2 Coût définitif des travaux C(dgd-pc)

Le coût constaté déterminé par le maître de l'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés, modifications du marché, commandes hors marchés intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix.

Un Ordre de Service fixe le coût définitif des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter.

11.3. Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus ($C(dgd-pc) > S3$), le maître d'œuvre supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par le taux définitif de rémunération selon les modalités définies à l'acte d'engagement du marché correspondant.

Soit
$$\text{Pénalité} = [C(dgd-pc) - S3] * T(def)$$

Le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des phases DET et AOR.

11.4. Mesures conservatoires

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs) dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 10.1, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître de l'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission précédemment cités.

Article 12. Avance

12.1. Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au Titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement du marché.

En cas de sous-traitance, le titulaire n'a droit à cette avance que pour la part qu'il exécute directement, le solde revenant aux sous-traitants qui la demandent.

Il est fait application de l'**option A** prévu à l'article 11.1 du CCAG-MOE.

Le taux de l'avance est fixé à **30%**.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance se fait en une fois, lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant de la part du marché revenant au Titulaire, montant initial du marché éventuellement modifié, déduction faite des parts sous-traitées. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Dès lors que le Titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R2193-10 et R2193-17 à R2193-21 du Code de la commande publique.

12.2. Garanties financières de l'avance

L'avance ne pourra être versée qu'après constitution d'une garantie à première demande. Cette garantie à première demande pourra être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

Article 13. Retenue de garantie

Sans objet.

Article 14. Modalités de règlement des comptes

14.1. Acomptes et paiement partiels définitifs

Les acomptes et le solde du marché seront versés au Titulaire en fonction de l'état d'avancement des prestations selon les dispositions de l'article 11 du CCAG-MOE.

14.2. Présentation des demandes de paiement

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-MOE.

Les sommes dues au ou aux titulaires du marché et leur ou leurs sous-traitants directs éventuels, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes. Règlement par virement administratif selon les règles de la Comptabilité Publique par le CGF de la DRFIP Hauts-de-France du ministère de la Justice.

En cas de retard de paiement, le Titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les modalités de règlement du marché seront les suivantes :

En application de l'article L. 2192-1 du Code de la commande publique, les demandes de paiement sont transmises de manière dématérialisée au maître d'ouvrage sur le portail public de facturation et comportent les mentions obligatoires définies à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique.

En application de l'article 12.6 du CCAG-Travaux, les modalités pratiques d'exécution de transmission des demandes de paiement sont les suivantes :

DISPOSITIONS APPLICABLES EN MATIERE DE FACTURATION ELECTRONIQUE EDIFLEX :

EDIFLEX est une plateforme de traitement des factures dématérialisées en lien direct avec CHORUS PRO, qui prend en charge le dépôt, la transmission et la récupération des factures dématérialisées sur le serveur **CHORUS PRO** mis en œuvre par la DGFIP et l'AIFE (Direction Générale des Finances Publiques et Agence pour l'Informatique Financière de l'État).

Le titulaire s'engage à déposer ses factures sur cette plateforme, à cet effet, une convention d'interchange sera signée entre les parties.

L'accès à la plateforme EDIFLEX est pris en charge sur le budget d'investissement de la Direction Interrégionale.

Afin que les factures déposées sur EDIFLEX basculent bien sur CHORUS PRO, il est nécessaire de créer un compte sur CHORUS PRO et de le paramétrer selon les indications suivantes :

- Indiquer dans le profil Chorus Pro, le code exécutant de la Direction interrégionale des services pénitentiaires de Lille « CGFDJUS059 » ;
- Le module Facture de Travaux ne s'affiche pas par défaut, il faut l'ajouter en créant un « espace »
- Création d'un identifiant technique pour que CHORUS PRO puisse établir le lien avec EDIFLEX.

Pour toute précision il est nécessaire de se référer à la documentation publiée sur <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Le dépôt et la transmission des factures électroniques sont effectués exclusivement sur EDIFLEX, les factures basculeront automatiquement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1. La date d'émission de la facture ;
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
4. En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
5. Le code d'identification du service en charge du paiement ;
6. La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
7. La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
8. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
9. Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
10. Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
11. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

En cas de cotraitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-MOE.

En cas de sous-traitance :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
- Le Titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Elle est mentionnée à même la facture du sous-traitant.

- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement et la facture du sous-traitant doit être fournie.

Cette liste ne se substitue pas aux mentions obligatoires fixées par l'article L441-3 du Code de commerce et l'article 242 nonies de l'annexe II du code général des impôts (CGI), qui conditionnent la validité de toute facture, notamment au regard du droit fiscal.

En application de l'article 11.10 du CCAG-MOE, la demande de paiement peut être refusée par le maître d'ouvrage en cas de méconnaissance des obligations de dématérialisation des factures à la charge du Titulaire.

14.3. Délai de paiement, intérêts moratoires

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai de 30 jours maximum, comptés à partir de la réception par le maître de l'ouvrage de la demande du titulaire accompagnée des pièces prévues à l'article 11 du CCAG-MOE et selon le formalisme imposé par la Maîtrise d'ouvrage.

En complément de l'article 11.6 du CCAG-MOE, il est précisé que, dans le cas où la demande de paiement reçue par la Maîtrise d'ouvrage ne respecte pas le formalisme imposé, le Titulaire est alerté par courriel de l'impossibilité de traitement de la demande de paiement, ce dont le Titulaire accuse réception. Le délai cité à l'alinéa précédent ne court qu'à compter de la réception par la Maîtrise d'ouvrage de la demande de paiement respectant ledit formalisme.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit, et sans autre formalité, le bénéfice d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €, à compter du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises après application des clauses éventuelles de pénalisation. Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Par dérogation à l'article 25.1 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre ne peut interrompre les prestations lorsque le versement d'un acompte n'intervient pas dans un délai de trois mois à compter du point de départ du délai de paiement.

14.4. Échéancier des acomptes

Le Titulaire remettra ses demandes d'acomptes selon la répartition suivante, par dérogation à l'article 11.2 du CCAG-MOE (acomptes mensuels) :

- Pour les PT0 à PT6 :

Éléments de mission	Exigibilité de l'acompte
PT0 Étude de diagnostic	80% à la remise des études 20% à l'admission du maître d'ouvrage
PT1 Études d'avant-projet	30% à la remise du dossier APS
	50% à la remise du dossier APD
	20% à l'admission du maître d'ouvrage
PT2 Études de projet / DCE	80% à la remise du dossier
	20% à l'admission du maître d'ouvrage
PT3 Assistance pour la passation des marchés de travaux (AMT)	80% à la remise du rapport d'analyse des offres
	20% après la mise au point des marchés de travaux
PT4 Visa des études d'exécution et synthèse des études d'exécution (VISA / SYN)	60% à la remise du dossier
	40% à l'admission du maître d'ouvrage
PT5 Direction de l'exécution des marchés de travaux	80,00 %, en fonction de l'avancement des travaux, proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début
	20 % à la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises
PT6 Assistance aux opérations de réception et GPA	20 % à la remise du dossier des ouvrages exécutés établi par le maître d'œuvre
	60 % à compter de la date d'effet de la réception
	15% à compter de la levée des réserves mentionnées dans la décision de réception
	5% à l'issue de l'année de parfait achèvement

Pour les missions complémentaires associées, à l'avancement, à raison de 80 % du montant de la prestation, les derniers 20 % au moment de la réception des travaux, et le cas échéant, au moment de la levée de la dernière réserve.

14.5. Acceptation et paiement du solde

Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie la demande de paiement.

Il la complète en faisant apparaître le cas échéant les pénalités appliquées. Si des pénalités pour retard sont appliquées, celles-ci font l'objet d'un décompte des pénalités spécifique indiquant les montants journaliers, le nombre de jours de retard, et les dates d'échéance contractuelle retenues.

La demande de paiement pour solde est établie dans les conditions de l'article 11.7 du CCAG-MOE.

Article 15. Pénalités

Le montant des différentes pénalités et retenues n'est pas affecté par la TVA.

Les pénalités sont dues même si leur montant ne dépasse pas 1 000 euros.

Cet article déroge aux dispositions aux articles 16.2.1, 16.2.2 et 16.2.4 du CCAG-MOE :

- Le maître d'œuvre n'est pas exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble du marché ;
- Le montant total des pénalités de retard appliquées au maître d'œuvre peut excéder 10% du montant total hors taxes du marché ;
- Lorsque le maître d'ouvrage envisage d'appliquer les pénalités de retard, celles-ci sont retenues par simple constatation sans invitation au maître d'œuvre de présenter des observations.

Lors de la demande de solde du marché, la pénalité provisoire peut être transformée en pénalité définitive.

Lors de la demande d'acomptes, la pénalité provisoire peut être transformée en pénalité définitive. Le montant définitif de ces pénalités est fonction du dysfonctionnement réel constaté par le pouvoir adjudicateur pour l'opération.

15.1. Retard dans la remise de prestations

Cet article déroge à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE.

Concernant les pénalités journalières, le titulaire subira, par jour de retard, une pénalité journalière de 150,00 euros pendant 7 jours, puis 200,00 euros au-delà.

Ceci vaut en particulier :

- Pour les délais de réalisation des tâches figurant à l'Acte d'engagement du marché ;
- Pour les délais partiels figurant à l'Acte d'engagement du marché ;
- Pour le délai global d'exécution fixé à l'Acte d'engagement du marché.

Vérifications et établissements des projets de décompte

En cas de retard le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à :

- 50€ par projets de décomptes mensuels des entrepreneurs et mise à disposition au maître d'ouvrage ;
- 100€ par projet de décompte final des entrepreneurs et mise à disposition au maître d'ouvrage ;
- 200€ pour l'établissement du projet de décompte général.

Les délais de vérifications ou d'établissement sont prévus par le CCTP.

15.2. Indisponibilité

En cas de non-remplacement d'une personne nommément désignée à l'article 7 de l'Acte d'engagement, en application de l'article 4.2.2 du présent CCAP, une pénalité de 250 euros par jour de retard au-delà de 15 jours sera appliquée sur les sommes dues au Titulaire.

15.3. Absence aux réunions

En cas d'absence aux réunions, le titulaire sera sanctionné par application d'une retenue provisoire, à hauteur de 150 euros par absence.

15.4. Modalités de paiement

Si le titulaire du marché ne respecte pas le formalisme et les modalités de paiement, définis à l'article 12 du présent, de ses propres factures ou de celles dont il a le contrôle, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 100€ par facture.

15.5. Travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10.0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Dans l'attente de la notification du pouvoir adjudicateur de sa décision, les prestations ne seront pas considérées comme reçues.

15.6. Vérifications et établissements des projets de décompte

En cas de retard le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à :

- 50€ par projets de décomptes mensuels des entrepreneurs et mise à disposition au maître d'ouvrage ;
- 100€ par projet de décompte final des entrepreneurs et mise à disposition au maître d'ouvrage ;
- 200€ pour l'établissement du projet de décompte général.

Les délais de vérifications ou d'établissement sont prévus par le CCAG-Travaux.

15.7. Non-respect de la clause relative aux documents et livrables respectueux de l'environnement

Une pénalité forfaitaire de 200 € HT est appliquée, suite à un contrôle aléatoire, en cas de non-respect de l'article 26 du CCAP et des engagements du titulaire pris dans son mémoire technique. Cette clause s'applique par manquement constaté et par véhicule.

Article 16. Protection des droits

16.1. Connaissances antérieures

Il est fait application des dispositions prévues à l'article 23 du CCAG-MOE.

16.2. Droit de propriété intellectuelle

Le présent article précise le régime des droits de propriété intellectuelle applicable au marché.

Le titulaire du marché cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres, de toute nature, afférents aux résultats, permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales, pour les destinations précisées dans les documents particuliers du marché.

Le titulaire du marché reste seul responsable à l'égard de ses salariés et des tiers intervenant pour son compte.

16.2.1 Droits du pouvoir adjudicateur

Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique.

Le titulaire du marché cède au pouvoir adjudicateur les droits patrimoniaux de propriété littéraire et artistique afférents aux résultats pour le territoire, la durée, les modes d'exploitation des droits cédés et le prix définis dans les documents particuliers du marché.

Cette cession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison sous condition résolutoire de la réception des prestations.

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction et de représentation et notamment d'adaptation, d'arrangement, de correction, de traduction, d'incorporation afférents aux résultats ainsi que le droit de distribuer les résultats à des fins commerciales pour les modes d'exploitation prévus dans les documents particuliers du marché.

Pour les modes d'exploitation prévus dans les documents particuliers du marché et dans le respect des droits moraux, le droit de reproduction comporte, si nécessaire, le droit de reproduire les résultats, sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tout support y compris pour les supports non prévisibles ou inconnus à la date de signature du marché, sous réserve d'une rémunération à convenir pour les modes d'exploitation futurs, non connus au jour de la signature du marché.

Pour les modes d'exploitation prévus dans les documents particuliers du marché et dans le respect des droits moraux, le droit de représentation et de distribution comporte si nécessaire le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés y compris non prévisibles ou inconnus à la date de signature du marché, en vue d'une exploitation notamment à titre commercial.

Les codes sources et la documentation nécessaire à la mise en œuvre des droits sur les logiciels livrés au titre du marché sont remis, sur support exploitable, en même temps que le code objet. Les codes sources sont considérés comme confidentiels.

Résultats protégés par un droit de propriété industrielle

Le titulaire du marché informe le pouvoir adjudicateur de tout résultat qui aurait été identifié comme étant raisonnablement susceptible de faire l'objet d'une protection par un titre de propriété industrielle.

Le titulaire du marché autorise le pouvoir adjudicateur à déposer toute demande ou titre de propriété industrielle aux nom et frais du pouvoir adjudicateur. Le titulaire du marché fait toute diligence pour permettre au pouvoir adjudicateur de procéder aux dépôts des titres de propriété industrielle. A ce titre, il communique au pouvoir adjudicateur les informations et autorisations nécessaires pour obtenir les droits de propriété industrielle afférents aux résultats.

Dans l'hypothèse où des titres auraient fait l'objet d'un dépôt, le titulaire du marché cède au pouvoir adjudicateur (i) la propriété pleine et entière des titres de propriété industrielle et des demandes de titres afférents aux résultats qu'il a déposées ; (ii) le droit de priorité unioniste éventuellement attaché aux titres de propriété industrielle et aux demandes de titres ; (iii) le droit d'intenter toute action pour tout acte de contrefaçon, de concurrence déloyale ou de parasitisme antérieur ou postérieur à la date de signature du marché.

En conséquence, le pouvoir adjudicateur se trouve, à la date de signature du marché, seul subrogé dans tous les droits, actions et privilèges du titulaire du marché sur les résultats et aura la propriété et la jouissance entière des titres de propriété industrielle et des demandes de titres.

En ce qui concerne les demandes de titres déposés par le titulaire du marché, ce dernier est tenu, sans limitation de durée, de prendre toutes dispositions et de signer tous documents nécessaires pour s'assurer de l'enregistrement de ces demandes, au nom du pouvoir adjudicateur. Si, dans l'un quelconque des pays couverts par le marché, les demandes de titres ne peuvent être cédées au pouvoir adjudicateur, le titulaire du marché devra, lors de l'enregistrement desdites demandes de titres, signer tous documents afin qu'elles soient transférées au pouvoir adjudicateur. Les coûts à compter de la date de cession sont à la charge du pouvoir adjudicateur et le cas échéant des tiers désignés dans le marché.

En ce qui concerne les demandes de titres déposées par le pouvoir adjudicateur, le titulaire du marché est tenu de signer tous documents nécessaires pour permettre au pouvoir adjudicateur d'effectuer les procédures de dépôts de demandes, au nom du pouvoir adjudicateur. Les coûts y relatifs sont à la charge du pouvoir adjudicateur et le cas échéant des tiers désignés dans le marché.

Le titulaire du marché s'engage notamment à ce que ses personnels, cités comme inventeurs, donnent toutes les signatures et accomplissent toutes formalités nécessaires au dépôt, à l'obtention, au maintien en vigueur et à la défense des titres portant sur les résultats.

Résultats relevant d'autres régimes de protection

Le titulaire du marché cède à titre exclusif, définitif et irrévocable au pouvoir adjudicateur le droit d'exploiter les résultats couverts par le savoir-faire ou le secret des affaires.

Le titulaire du marché cède au pouvoir adjudicateur le droit d'exploiter les bases de données incluses, le cas échéant, dans les résultats.

Le titulaire du marché cède à titre exclusif les noms de domaine qui ont fait l'objet d'un dépôt.

16.2.2 Dispositions communes

De manière générale, le titulaire du marché ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature pour l'exploitation des résultats.

En cas de cessation du marché pour quelque cause que ce soit, le pouvoir adjudicateur demeure cessionnaire de l'ensemble des droits d'exploitation afférents aux résultats.

Par dérogation aux stipulations de l'article 24.4.4 du CCAG-MOE, le titulaire du marché ne peut publier les résultats issus de ses prestations qu'avec l'accord préalable écrit du représentant du pouvoir adjudicateur.

L'existence de restrictions au droit de publier les résultats ne fait pas obstacle à la publication d'informations générales sur l'existence du marché et la nature des résultats.

Cette publication doit mentionner que les résultats ont été financés par le pouvoir adjudicateur.

Pendant une période de deux ans, le titulaire du marché est tenu de fournir, sur la demande du pouvoir adjudicateur, l'assistance indispensable à l'exercice des droits nécessaires à l'exploitation des résultats.

Le titulaire du marché doit notamment :

- a) Remettre dans un délai maximum de deux mois à partir de la réception de la demande tous dessins, documents, gabarits, et maquettes, nécessaires pour la fabrication des objets, matériels et constructions en cause, ce délai pouvant être prolongé par le pouvoir adjudicateur, à la demande du titulaire du marché, pour les éléments qui ne peuvent être mis à disposition sans travail complémentaire substantiel ;
- b) Assister par ses conseils techniques et le concours temporaire de son personnel spécialisé, ainsi que par la communication de tous procédés de fabrication et savoir-faire qui seraient nécessaires à l'utilisation des résultats.

16.2.3 Garanties

Le titulaire du marché garantit au pouvoir adjudicateur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature afférents aux résultats qui sont cédés aux termes du marché.

Le titulaire du marché garantit :

- qu'il est titulaire des droits de propriété intellectuelle des demandes de titres et des titres qu'il cède ;
- qu'il est titulaire ou détient les droits concédés sur les connaissances antérieures ;
- qu'il n'a concédé sur les résultats, les titres et les demandes de titres, aucune licence, nantissement, gage ni aucun autre droit au profit d'un tiers ;
- qu'il n'existe aucun litige, en cours ou imminent, et qu'il n'a été informé d'aucun litige susceptible d'être intenté concernant les droits objet de la cession ;
- qu'il indemnise le pouvoir adjudicateur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, sans bénéfice de discussion ni de division, de toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit auquel l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures du titulaire du marché. Si le pouvoir adjudicateur est poursuivi pour contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme, sans faute de sa part, du fait de l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures du titulaire du marché, il en informe sans délai le titulaire du marché qui pourra alors intervenir à l'action judiciaire ;
- qu'il s'engage, dans ces hypothèses, à apporter au pouvoir adjudicateur toute l'assistance nécessaire à ses frais ;
- qu'il s'engage, à son choix, soit (i) à modifier ou à remplacer les éléments objet du litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché, soit (ii) à faire en sorte que le pouvoir adjudicateur puisse utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires, soit (iii) dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, à rembourser au pouvoir adjudicateur les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

Dans ces hypothèses, le titulaire du marché prendra à sa charge tous dommages et intérêts auxquels le pouvoir adjudicateur serait, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, condamné à raison d'un acte de contrefaçon, de concurrence déloyale ou de parasitisme, du fait de l'exploitation des résultats

et des connaissances antérieures du titulaire du marché, dès lors que la condamnation les prononçant devient exécutoire.

La responsabilité du titulaire du marché ne sera pas engagée pour toute allégation concernant :

- les connaissances antérieures que le pouvoir adjudicateur a fournies au titulaire du marché pour l'exécution du marché ;
- les éléments incorporés dans les résultats à la demande expresse du pouvoir adjudicateur ;
- les modifications ou adaptations apportées aux résultats, si la cause de l'allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportée par le pouvoir adjudicateur ou à sa demande expresse.

16.2.4 Droits du titulaire du marché

Le titulaire du marché s'engage, à compter de la date de cession des droits, à ne pas concéder de licence, utiliser ou exploiter, de quelque manière que ce soit, les résultats cédés.

Le titulaire du marché conserve ses droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures incorporées dans les résultats.

Le titulaire du marché peut exploiter, y compris à titre commercial, les résultats, avec l'accord préalable et écrit du pouvoir adjudicateur.

16.3. Confidentialité

Le Titulaire s'engage à tenir confidentiel tout document, toute information et toutes données de quelque nature que ce soit, portés à sa connaissance dans le cadre de l'exécution du présent marché, et s'engage à ne pas les divulguer ni pendant l'exécution du marché ni après qu'il a cessé de produire ses effets.

Le Titulaire s'engage à prendre toutes ses dispositions utiles pour faire respecter par son personnel et, ou ses sous-traitants éventuels les dispositions relatives à la confidentialité.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché, notamment l'ordonnance n° 2018-1125 du 12 décembre 2018 prise en application de l'article 32 de la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles et portant modification de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et diverses dispositions concernant la protection des données à caractère personnel.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'une modification de marché par les parties au marché.

Article 17. Arrêt de l'exécution des prestations

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du marché. Il peut le faire à l'issue de chaque partie technique.

Dans ce cas, aucune indemnité ne sera versée au titulaire. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

Lorsque le maître d'ouvrage décide d'arrêter la prestation en cours de partie technique ou que le pouvoir adjudicateur décide de résilier en tout ou partie le marché en cours d'exécution d'une partie technique, les prestations exécutées seront rémunérées.

L'indemnité prévue au 32.2.2 (en application de l'article 32) du CCAG-MOE est fixée à 3,0% et s'applique à la part de la partie technique déclenchée par ordre de service mais non exécutée.

Article 18. Règlement des différends

Par dérogation à l'article 35.5 du CCAG-MOE, pour les réclamations auxquelles a donné lieu le décompte général, le maître d'œuvre dispose d'un délai de **deux** mois, à compter de la notification de la

décision prise par le maître d'ouvrage ou de la naissance de la décision implicite de rejet, pour porter ses réclamations devant le tribunal administratif compétent

18.1. Formalisme des réclamations

Il est fait application des dispositions de l'article 35 du CCAG-MOE.

18.2 Règlement amiable des différends

Conformément aux articles R. 2197-4 et R. 2197-23 du Code de la commande publique, en cas de différend portant sur le respect des clauses du marché, les parties conviennent de saisir avant toute procédure judiciaire le médiateur des entreprises ou un comité local consultatif de règlement amiable. Cette saisine intervient sur l'initiative de la partie la plus diligente.

Le cas échéant, les parties organisent une mission de médiation dans les conditions définies aux articles L. 213-1 et suivants du code de justice administrative.

Article 19. Résiliation du marché

Les conditions de résiliation applicables au marché sont celles des articles 27 à 34 du CCAG-MOE.

En cas de résiliation d'un marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à **3,00 %** (par dérogation à l'article 32.2.2 du CCAG-MOE).

Outre les cas évoqués à l'article 30.1 du CCAG-MOE (faute du titulaire), sont considérés comme des cas pouvant entraîner la résiliation aux torts du titulaire :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2142-3, R2142-4, R2143-3 et R2143-16 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément aux R2143-6 à R2143-9 du Code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.
- La non-justification d'une assurance de responsabilité civile professionnelle ou décennale.
- Le non-respect des obligations précisées au CCAP ou au CCTP, constaté par une mise en demeure établie par le maître de l'ouvrage.
- La défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles de l'un des cotraitants, selon les dispositions prévues à l'article 7.6 du CCAP.

Dès lors, le marché pourra faire l'objet d'une résiliation dans les mêmes conditions que celles précisées à l'article 30 du CCAG-MOE.

Par dérogation à l'article 29.1 du CCAG-MOE, lorsque le maître d'œuvre est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur peut résilier le marché si l'impossibilité d'exécuter le marché est supérieure à 6 mois à compter du signalement par le maître d'œuvre de l'événement.

Article 20. Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre :

- De la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité civile professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché ;
- De la responsabilité décennale au sens des articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 1792-4-1 du Code civil dans les conditions prévues aux articles L. 241-1 et suivants du Code des assurances.

Il devra donc fournir les attestations de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que ses polices contiennent les garanties en rapport avec l'importance de la prestation. Ces attestations doivent émaner d'une Compagnie d'assurances ou d'un Agent général ou d'une Mutuelle.

Elles comportent au minimum les indications suivantes :

- Nom de l'assuré.
- Montant des garanties pour les dommages matériels, corporels, immatériels consécutifs ou non consécutifs.
- Montant des franchises éventuelles.
- Activités exactes garanties.
- Durée et date de l'attestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire ces attestations, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 21. Droit et langue

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Lille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 22. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

La désignation se fait soit pour le marché dans son intégralité, soit de manière spécifique pour chaque marché.

L'acte spécial précise tous les éléments des articles R2193-1 à R2193-4 du Code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances.
- Le compte à créditer.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG Prestations intellectuelles.

Article 23. CLAUSE PENITENTIAIRE

Le Titulaire est réputé informé des conditions particulières à leur intervention à proximité d'un établissement pénitentiaire en activité.

Il se conforme à toutes injonctions du personnel pénitentiaire concernant le fonctionnement de l'établissement. Il ne pourra en aucun cas arguer d'un quelconque préjudice à ce titre.

Le Titulaire devra effectuer les démarches administratives (autorisations d'accès) de toutes les personnes intervenantes dans l'établissement ou travaillant aux abords de l'établissement, ainsi que des véhicules qui doivent rentrer dans l'enceinte de l'établissement (y compris le chauffeur de celui-ci). Les autorisations d'accès impliquent la production d'un extrait de casier judiciaire (B2).

Ces démarches doivent être effectuées auprès du chef d'établissement dès le premier jour de la mission, ci-dessous le détail des documents :

- Photocopie recto verso de la pièce d'identité (carte d'identité, passeport, titre de séjour).
- Pour les ressortissants étrangers, nom des parents pour établissement de la filiation.

- Photocopie de l'affiliation (livret de famille).
- Justificatif de domicile.
- Trois photos récentes
- Justificatif de l'employeur.
- Photocopie recto verso carte grise de tous les véhicules rentrant sur site.
- Liste des matériels (inventaire avec carnet photographique illustrant lesdits matériels).
- Liste des équipements électroniques, précisant marque, modèle, numéro de série.

Il est précisé que les téléphones portables sont interdits sur le site, même à l'usage exclusif de prise de vue.

Les appareils photographiques pourront être contrôlés en sortie ; les clichés susceptibles de porter atteinte à la sûreté de l'établissement (plans larges) ou à la réglementation relative aux personnes détenues (clichés identifiant des personnes détenues) pourront être détruits.

Dans certains contextes sécuritaires (Vigipirate renforcé, attentats, etc.) l'Établissement pourra exiger, en plus de l'extrait B2, l'établissement d'une enquête de moralité pour les personnes amenées à intervenir de façon prolongée sur le site (excepté donc les livreurs). Cette enquête de moralité, d'un délai minimal de deux mois. L'anticipation pendant la période de préparation et la désignation suffisamment en amont des sous-traitants éventuels est un impératif.

Dans ces conditions, l'intervention de personnels intérimaires est donc peu compatible avec ces objectifs. Le Titulaire prendra en compte ces contraintes.

De manière générale, le Titulaire se conformera aux dispositions se trouvant dans le Cadre de sûreté annexé au présent, dont il devra prendre en compte les mises à jour.

Article 24. Obligations sociales

Le ministère de la Justice a obtenu le 8 mars 2022 l'alliance du label égalité professionnelle et du label diversité décernée par l'Association française de normalisation (AFNOR). Ce double label vient récompenser l'engagement de la chancellerie dans les domaines de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la promotion de la diversité et de la lutte contre les discriminations. A ce titre, le ministère est attentif dans le choix de ses contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière. Au-delà du respect de ces dispositions, le ministère est sensible aux actions conduites par ses prestataires dans ce domaine au sein de leur entreprise.

Dès lors, le titulaire doit s'engager au titre de l'exécution du marché, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que la promotion de l'égalité des chances et de la diversité notamment l'égalité entre les femmes et les hommes.

Ainsi, le titulaire s'engage à renseigner le questionnaire disponible via l'URL ci-dessous, 1 mois avant la fin du marché :

https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETESJUSTICE/Diversite_Discriminations_Egalite_2021/questionnaire.htm

Pour rappel, ce questionnaire a également été renseigné lors de l'attribution du présent marché.

Article 25. Documents et livrables respectueux

Le titulaire est invité à transmettre des supports respectueux de l'environnement et à réduire au strict nécessaire les impressions papier. Les livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format PDF ou équivalent) et/ou imprimés sur du papier recyclé ou éco-labellisé

garantissant l'usage d'un bois issu des forêts gérées durablement (exemples : labels FSC, PEFC ou équivalent).

Concernant les impressions, il est préconisé l'utilisation du noir et blanc plutôt que la couleur, l'utilisation de polices de caractère "light" (type Ecofont), l'optimisation de la mise en page pour réduire le nombre de pages, l'utilisation d'encre végétales...)

Le titulaire doit également pendant toute la durée du marché privilégier les échanges électroniques et les transmissions de documents dématérialisés tant avec le maître d'ouvrage que les bureaux de contrôles, les entreprises de travaux et tous autres intervenants. Le titulaire doit également sensibiliser les destinataires des documents en précisant « d'éviter de les imprimer » dans les courriels d'accompagnement.

Les pénalités prévues à l'article 15.7 sont calculées par rapport aux engagements pris par le titulaire dans son mémoire technique ou à défaut, par rapport aux exigences fixées dans le CCAP.

Article 26. Dérogations au CCAG Maitrise d'Œuvre

Article(s) du CCAP qui dérogent	Article(s) du CCAG-MOE auquel il est dérogé
2	4.1
3.1	3.8.2 al. 2, 25.2.1
3.2	15.3, 15.3.2, 15.3.3
4.2.1	3.4.3
5.1	21
5.3.4	21.4.1
7	14.2 al. 2, 14.2 al. 4, 14.3
7.6	3.5.4
14.3	25.1
14.4	11.2
15	16.2.1, 16.2.2, 16.2.4
16.2.2	24.4.4
15.1	16.2.3
18	35.5
19	32.2.2, 29.1